

*Initiatives ministérielles*

me. Mais cette poignée d'agents supplémentaires a-t-elle vraiment un effet? Il faut que le gouvernement consacre encore plus de ressources humaines à l'exécution des mesures d'expulsion. Il faudrait délivrer des mandats pour que tout le réseau des services policiers puisse faire appliquer ces lois de l'immigration.

• (1315)

Lorsque, en une seule année, 3 000 criminels passibles d'expulsion disparaissent dans la société canadienne, les risques pour la population en général sont énormes. On ne peut pas rendre la justice lorsqu'il est impossible de faire appliquer la loi. Si les mesures d'expulsion qui sont prises ne peuvent pas être exécutées, le système d'immigration aura alors très peu de crédibilité aux yeux des Canadiens.

Ce sont là les deux principales raisons pour lesquelles d'autres députés réformistes et moi-même ne pouvons pas nous résoudre à appuyer ce projet de loi. Mais ne vous méprenez pas: nous estimons qu'il met en plein dans le mille. Nous sommes très heureux que le gouvernement écoute le Parti réformiste et applique quelques-unes de nos idées. Nous avons écouté ce que les Canadiens avaient à dire sur cette question, et nous sommes heureux de voir que le gouvernement commence enfin à faire de même.

En toute honnêteté, mes collègues et moi avons songé à appuyer ces mesures, à certaines conditions. Selon notre parti, le système parlementaire n'exige pas que les partis d'opposition soient toujours dressés l'un contre l'autre. Cependant, après avoir bien examiné ce projet de loi, nous avons conclu que nous ne pouvions pas, en conscience, l'appuyer. Nous ne pouvons pas appuyer une mesure législative impuissante. Si nous ne nous opposons pas à ce projet de loi, le gouvernement pourrait soutenir qu'il a réglé la question et simplement passer à d'autres affaires. En vérité, les libéraux n'ont pas traité ce projet de loi comme ils auraient dû le faire. Le fait d'avoir agi ainsi pourrait avoir de terribles conséquences pour les gens qui nous ont élus pour défendre leurs intérêts.

Ce projet de loi poursuit des buts fort louables, mais il ne va pas assez loin. Les Canadiens s'attendent à ce que leurs élus ne se contentent pas de bonnes intentions, mais qu'ils fassent beaucoup plus.

Je pense parler au nom de la majorité des Canadiens quand je dis que l'approche du gouvernement actuel face à l'immigration pose un certain nombre de problèmes. Les lacunes de cette mesure législative ne sont qu'un petit aspect d'un problème beaucoup plus important. Pour être franc avec vous, je crois que l'appui du public face à la politique d'immigration de notre pays n'a jamais été aussi faible. Les Canadiens font peu confiance au système actuel et réclament des changements. Cela signifie que les gouvernements doivent cesser de servir des intérêts spéciaux et prendre plutôt des décisions qui soient dans l'intérêt de tout le pays.

Il y a quatre principaux secteurs de la politique d'immigration que le gouvernement doit réformer pour regagner la confiance des Canadiens. Ces quatre secteurs sont l'application de la politique, la croissance de ce que l'on appelle l'industrie de l'immigration, l'intérêt économique à choisir les requérants et les niveaux d'immigration beaucoup trop élevés.

J'ai parlé, tout à l'heure, de l'application de la politique en ce qui a trait aux mesures d'expulsion, mais la question va beaucoup plus loin que cela. En matière d'immigration, il y a bon nombre de secteurs où le gouvernement a pour politique de protéger les besoins et les intérêts des Canadiens, mais n'applique pas la politique comme il devrait le faire. La rupture du contrat de parrainage en est un exemple.

Le parrainage est l'une des pierres angulaires de la politique d'immigration actuelle du gouvernement. Le parrain au Canada doit pourvoir aux besoins de l'immigrant parrainé et garantir qu'il ne deviendra pas un fardeau pour notre société. Le parrainage est une excellente idée et demeure un élément clé du succès que connaissent bon nombre de nouveaux arrivants au Canada. Malheureusement, ce n'est que l'une des composantes de notre politique d'immigration. Presque rien n'est prévu quant aux mesures d'application de la politique.

Depuis un certain temps déjà, des organes de presse importants, comme le *Toronto Star*, rendent compte de contrats de parrainage rompus et pourtant, on n'a encore rien fait. Ce qui se passe généralement, c'est que, incapables de trouver du travail, les nouveaux immigrants s'en remettent au filet de sécurité sociale du Canada plutôt que de s'adresser à la personne qui a accepté de les parrainer. Quelles sont les conséquences de tout cela? À ma connaissance, on fait très peu pour s'attaquer à ce problème, pour s'assurer que les gens assument leurs responsabilités. En définitive, la situation est mauvaise pour tous les intéressés.

• (1320)

Pour le contribuable canadien, au lieu de pouvoir compter sur un citoyen productif, il doit s'occuper d'une personne de plus qui viendra gruger encore un peu plus les ressources gouvernementales déjà fort minces.

En ce qui concerne les provinces et les municipalités, une fois de plus, le gouvernement fédéral se décharge de ses responsabilités sur elles. En effet, elles doivent, en grande partie, assurer les services comme l'assistance sociale. Lorsque des répondants ne respectent pas les engagements qu'ils ont pris, c'est la province qui paie la note. Elle est forcée de faire face à une situation qu'elle n'a pas créée.

Le fait que certains parrains n'assument pas leurs responsabilités est surtout une insulte pour la majorité des immigrants qui viennent s'établir au Canada, travaillent dur pour contribuer à l'essor de notre pays et respectent leur promesse de ne pas devenir un fardeau pour le filet de sécurité sociale du Canada. Comme c'est souvent le cas, les agissements répréhensibles des membres d'un certain groupe amènent les gens à penser que tout le groupe est à blâmer.

C'est pourquoi le gouvernement fédéral doit faire du respect des engagements pris en matière de parrainage d'immigrants une priorité. Cela accroîtra de façon marquée la confiance que les Canadiens ont à l'égard du système d'immigration. On honorera ainsi également les efforts des immigrants parrainés qui travaillent pour conserver leur parrainage et ne pas constituer un fardeau pour tous les contribuables, qu'il s'agisse de ceux qui sont venus s'établir au Canada ou de ceux qui sont nés ici.